

posera l'après-guerre, sera celui de l'immigration,—d'une immigration que, pour des motifs divers, plusieurs qui disposent de puissants moyens d'action, veulent massive et rapide.

C'est l'une des choses que nous n'avons pas le droit de perdre de vue.

Écoutons maintenant un autre écrivain :

“La pénible expérience des dernières treize années a enlevé aux Canadiens le goût des doctrines fallacieuses, inspirées par des gens qui songent davantage à alléger le fardeau d'autres pays que celui de leur propre patrie. Nos problèmes d'après-guerre seront nombreux et accablants. Pas un esprit sérieux ne cherche à les écarter à la légère sous quelque prétexte que ce soit. Mais ce serait de la dernière folie que de croire qu'une augmentation considérable et subite de population pourrait faciliter la solution de nos difficultés financières, industrielles et agricoles. Elle les aggraverait certainement. Nous ne sommes plus au temps du Far West où on tolérait que les migrations s'opérasent dans ce que la lutte pour la vie offrait de plus rude. On compte maintenant le nombre de nos terres arables et disponibles. Le Canada n'a pas le climat des États-Unis. Il n'en possède pas non plus les richesses variées. Comparer la population étatsunienne à la nôtre, comme argument en faveur de l'immigration, c'est faire preuve d'ignorance de la véritable situation des deux pays.

Ce qu'il y a de plus odieux dans cette campagne nouvelle, c'est qu'elle constitue une menace à nos 700,000 Canadiens qui se sont enrôlés volontairement ou qui ont été appelés sous les drapeaux. On leur a dit qu'ils combattent pour la liberté et pour un ordre meilleur, pour la sécurité de leurs foyers et pour un Canada plus prospère. On leur a promis la reconnaissance de la patrie. Ces soldats s'attendent qu'on leur témoigne de la considération. Mais maintenant qu'ils sont en Angleterre où ils montent la garde depuis deux ans aux points stratégiques, ou qu'ils sillonnent les mers dans les corvettes en protégeant les convois maritimes, ou qu'ils participent aux combats aériens, on parle ici de faire venir des milliers d'immigrés, des gens qui prendront les terres disponibles ou s'entasseront dans les villes industrielles ou minières pour y grossir le nombre des travailleurs. Nos soldats lisent sur ce projet insolite des articles rédigés par des gens qui préparent l'après-guerre comme ils participent à la guerre, en alignant des mots dans le confort des bureaux de rédaction. Nos soldats voient très peu cependant ce que l'on fait de sérieux—si toutefois on fait quelque chose de sérieux—pour préparer leur retour, pour leur assurer de l'emploi, pour leur garantir un gagne-pain.

Cette campagne en faveur de l'immigration a un caractère incongru et cynique. Ne risque-t-elle pas de décourager de nobles efforts et de grands dévouements?

De grands problèmes nous confrontent, et le plus grave est sûrement celui de la jeunesse. Il faut que nos jeunes aient toute l'opportunité de se faire une carrière, et c'est à nous qu'incombe le devoir de préparer leur avenir. Au moment où l'on parle de préparer l'après-guerre, on doit se rappeler que le devoir le plus important consiste à équiper le cerveau de la jeunesse de la présente génération. Il faut

L'honorable M. PAQUET.

que la jeunesse reçoive la meilleure formation possible dans tous les domaines: des sciences, de la technique, de l'artisanat, de l'agriculture, sans oublier les études supérieures, toujours nécessaires pour donner à notre peuple une élite qui le guide. Le gouvernement, s'il ne veut pas que l'après-guerre soit trop sombre, doit laisser les étudiants terminer leurs études de droit, d'arts et de lettres.

Pour régler la question de la main-d'œuvre, que M. King revienne au beau programme qu'il a énoncé en juin 1940. Pour gagner la guerre, disait le très honorable Premier Ministre en 1940, il faut que les hommes continuent à travailler dans la forêt afin de nous procurer le bois nécessaire à la construction de quais, d'édifices et d'objets dont nous avons un pressant besoin; que les hommes continuent à travailler dans les usines où ils accompliront un ouvrage infiniment plus utile à l'État en employant leur habileté d'ouvriers à la fabrication d'avions, de munitions et d'autre matériel de guerre, qu'en se présentant pour le service militaire; de même que les cultivateurs continuent à travailler sur les fermes pour nous fournir rapidement les produits agricoles nécessaires à l'accomplissement de notre tâche. Le Canada industriel vient après le Canada agricole. Cette évolution est naturelle. Au fur et à mesure que l'homme a pris possession de territoires nouveaux, il a demandé à la terre de lui fournir le nécessaire à sa subsistance et il en a livré le surplus au commerce. Le problème de l'agriculteur à l'heure actuelle mérite la plus haute considération. Si nous avions gardé plus d'hommes sur la terre, si nous avions mis au travail plus d'hommes dans nos chantiers maritimes, nous aurions plus de provisions de bouche à fournir à l'Europe; plus de navires pour les transporter; plus d'unités navales pour escorter les convois de vivres outre-Atlantique; et donc moins de raisons de rationner notre population. L'un des grands facteurs de la situation présente, c'est qu'on a versé trop d'hommes dans les armées, et qu'on n'en a pas assez gardé sur la terre, pas assez envoyé dans les chantiers de guerre.

D'après une étude sérieuse, 250,000 agriculteurs sont déjà mobilisés. Ce sont tous des jeunes hommes solides dont le travail sur la ferme était de la plus haute importance. Malgré les besoins croissants de l'agriculture et des chantiers maritimes, on a continué à mobiliser plus d'hommes pour l'armée. Pour abréger la guerre il faut assurer à nos soldats et à nos alliés des vivres en quantités considérables.

Comme l'écrivait le Directeur du *Devoir*, le 30 janvier 1943:

Il faut pour la victoire plus que des centaines et des milliers de soldats. Il faut, entre autres choses, la juste connaissance de nos